

**Unité bidépartementale
Eure Orne**

Alençon, le 20/12/2022

Nos références : 61 / 2022 – 188
Mél : ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 33 32 50 93

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DES 3 VALLEES

Le Plafond
61430 STE HONORINE LA CHARDONNE

Code AIOT : 0005302834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement CARRIERES DES 3 VALLEES implanté Les Rondes Noes TINCHEBRAY 61800 TINCHEBRAY BOCAGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale dédiée au contrôle de la gestion des déchets de l'industrie extractive. Elle vise également à faire le point sur les actions engagées suite à une pollution du Noireau en septembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DES 3 VALLEES
- Les Rondes Noes TINCHEBRAY 61800 TINCHEBRAY BOCAGE
- Code AIOT : 0005302834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrière des 3 vallées (C3V) est autorisée à exploiter une carrière de granulats issus d'un gisement de cornéenne sur le territoire de la commune de Tinchebray, au lieu-dit « Les rondes Noës ». La poursuite de l'exploitation de cette carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 12 avril 2005 modifié pour une durée de 20 ans.

La production maximale annuelle est limitée à 300 000 tonnes, pour une production maximale de 3 400 000 tonnes.

L'arrêté susvisé autorise l'exploitant à extraire jusqu'à la cote de 180 mNGF.

Les extractions s'effectuent à ciel ouvert, en gradins, avec l'utilisation d'explosifs et hors d'eau, après pompage des eaux d'exhaure.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des eaux d'exhaure
- suivi de l'incident de septembre 2022
- conformité du plan de gestion des déchets (PGD)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 27.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Gestion des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 13.4	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance du Noireau	Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 13.6	Sans objet
4	Accidents ou incidents	Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 9	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
9	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la pollution du Noireau en septembre 2022, liée à l'inétanchéité de bassins de stockage d'eaux d'exhaure acides, il a été constaté que l'exploitant avait rapidement pris les mesures permettant de juguler la situation. Les actions correctives sont mises en œuvre, avec la suppression des bassins concernés.

En raison des non-conformités constatées, l'inspection des installations classées propose une mise en demeure concernant la réfection de l'étanchéité des bassins d'eaux avant rejet et le respect de la concentration maximale de rejet en manganèse dans le Noireau. En complément, il est proposé de renforcer les prescriptions relatives à la surveillance des rejets et du Noireau ainsi que la réalisation d'une étude de réduction des flux polluants, proposant également des valeurs limites compatibles avec le bon état de la rivière requis au titre de l'arrêté de protection du biotope.

Enfin, les inspecteurs ont examiné le plan de gestion des déchets (PGD), conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, et en particulier son article 16 bis. La visite de terrain a permis de constater leur utilisation pour la constitution des merlons et pistes. Il ressort toutefois que l'exploitant devra compléter le plan de gestion des déchets, en particulier en ce qui concerne l'évaluation de stabilité des merlons, les modalités de surveillance associées, la description des zones de stockage temporaire et la caractérisation des boues comme déchets inertes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 27.2
Thème(s) : Risques accidentels, Fronts d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 10 mètres. Leur nombre est limité à 5 (non compris le front de découverte). Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 180 m NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale de : - à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas ; - à 5 mètres en fin d'exploitation.
Constats : Le plan topographique en date du 17 novembre 2021 a été remis en séance. Tous les fronts sont désormais ouverts. L'approfondissement est en cours. La cote de fond du carreau est à 191,60 mNGF. Le plan topographique fait état de hauteurs de front unitaires allant de 10 m à 12 m, voire 13 m. L'exploitant doit veiller à respecter la hauteur maximale des gradins de 10 m et justifier du respect des conditions de stabilité du talus dans son ensemble.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Surveillance du Noireau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 13.6
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de confirmer l'absence d'impact du rabattement autorisé au point 13.3 sur le débit du Noireau, le permissionnaire réalise une surveillance du débit de ce cours d'eau. Dans ce cadre, la société Carrière des 3 Vallées procède, par des moyens simples, à un jaugeage en deux points situés en amont et en aval du Noireau, et indiqués sur le plan de l'annexe 4. Ces mesures doivent être accomplies deux fois par an, l'une en période de basses eaux, la seconde en période de hautes eaux. Les deux premières mesures doivent être effectuées avant le début du rabattement, afin de disposer d'un état initial. Les résultats de cette surveillance sont enregistrés sur un document tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. L'exploitant peut éventuellement mettre à profit des moyens informatiques (usage de courbes ou d'histogrammes, par exemple) pour détecter une anomalie.
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir fait procéder à des mesures depuis 2018 en raison de résultats de mesure incohérents entre l'amont du site et l'aval. Par courriel du 9 décembre 2022, les résultats d'une mesure en date du 1er décembre 2022, en l'absence de rejet du site, ont été transmis. Le débit du Noireau a été estimé identique entre l'amont et l'aval à 0,16 m³/s +/- 0,01 m³/s.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 13.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure et eaux pluviales)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures de traitement des effluents proposées dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé.</p> <p>En particulier, les bassins de traitement ont un volume cumulé égal ou supérieur à 1600 m³. L'usage de réactifs, tels que des solutions alcalines, injectés par des pompes doseuses dont le fonctionnement est asservi à un contrôle continu du pH, permettent de respecter les valeurs limites de rejet ci-dessous.</p> <p>En aval des bassins de traitement, les effluents sont également traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Le décanteur-séparateur doit être conforme à la norme NF XP 16-440 ou à la norme NF XP 16-441 ou à tout autre code de bonne pratique équivalent. Le décanteur-séparateur doit être nettoyé par une société compétente aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Le rejet des eaux est autorisé dans la rivière Noireau, en un point situé en rive gauche de la rivière, à proximité du lieu-dit "La Berloque".</p> <p>L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. L'accès aux points de mesure et de prélèvement sur l'ouvrage de rejet doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée des matériels.</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le Noireau respectent l'objectif de qualité 1A du milieu récepteur. Elles doivent notamment présenter un pH compris entre 6,5 et 8,5 et respecter les valeurs limites suivantes :</p> <p>Paramètres / Valeur limite de rejet Température 20°C Demande Chimique en Oxygène (DCO) sur effluent non décanté 20 mg/L Matières en Suspension Totales (MEST) 30 mg/L Hydrocarbures Totaux (HCT) 10 mg/L Fer total 0,5 mg/L Manganèse total 0,1 mg/L</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 10 mg Pt/l (méthode NF T 90-034).</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, le fer total et le manganèse total, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Les eaux rejetées ci-dessus font l'objet d'une analyse trimestrielle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures Totaux. Les paramètres fer total et manganèse total font l'objet d'analyses semestrielles. Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Dans un délai de trois mois à compter de la mise en place du nouveau système de traitement des effluents, le permissionnaire procède à la recherche et à la quantification des sulfates dans les eaux rejetées au Noireau.</p>

Constats : Le Noireau fait l'objet d'un arrêté préfectoral de protection du biotope du 3 octobre 1995.

Les eaux d'exhaure acides sont pompées au niveau du carreau de la carrière pour rejoindre un premier bassin de stockage dit « bassin de tête », aménagé en 2010. Ce bassin est équipé d'un niveau haut assurant le déclenchement du pompage des eaux vers un trommel qui assure leur neutralisation par contact avec des matériaux calcaires (capacité 20 m³/h, recharge toutes les 24h). Les eaux transitent ensuite gravitairement par 3 bassins de décantation avant rejet dans le Noireau.

Le prélèvement est effectué de façon ponctuelle, en sortie des bassins. Les résultats de 2021 et 2022 mettent en évidence le respect des valeurs limites de rejet, sauf pour le paramètre manganèse, pour lequel les concentrations sont comprises entre 1,9 et 4,8 mg/l.

En raison du fond géochimique, les eaux d'exhaure sont également chargées en sulfates, qui ne font actuellement pas l'objet d'une surveillance dans l'arrêté préfectoral. Les derniers résultats de caractérisation datent de 2010.

Ces éléments conduisent l'inspection des installations classées à proposer de :

- **mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral en ce qui concerne le manganèse,**
- **compléter les prescriptions applicables, en ce qui concerne la surveillance des eaux d'exhaure, notamment pour le paramètre sulfates, ainsi que la surveillance de l'état physico-chimique et biologique du Noireau, en amont et en aval du point de rejet de la carrière.**

L'exploitant a fait état de ces recherches visant à abattre le manganèse avant rejets, en particulier d'essais non concluants réalisés en 2014 à partir de permanganate. L'exploitant indique poursuivre ses investigations afin de permettre un abattement du manganèse et réduire la concentration de rejet.

En raison de ce contexte complexe, **il est également proposé de prescrire une étude technico-économique visant d'une part, à réduire les concentrations de rejet en manganèse et en sulfates et d'autre part, à justifier de la compatibilité des rejets avec le maintien au bon état du Noireau fixé par l'arrêté de protection du biotope précité.**

Lors de la visite des installations, il a été constaté que :

- le venturi, qui permet la mesure de débit de rejet, était déformé, ce qui fausse la mesure,
- la bâche de protection de 3 bassins (le dernier bassin avant rejet est bétonné) est dégradée et de la végétation est présente en bord de bassin. L'exploitant indique qu'une couche de matériaux argileux assure l'étanchéité passive sous la membrane. Les curages réalisés pour retirer les boues de décantation sont toutefois susceptibles de dégrader le confinement mis en place.

Par courriel du 21 novembre 2022, l'exploitant indique avoir procédé à la remise en état du venturi. En complément, **l'exploitant devra s'assurer du bon positionnement de la sonde à ultra-sons ainsi que de son étalonnage.**

En ce qui concerne les bassins, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de remettre en état les bassins d'ici le 1er octobre 2023, de façon à garantir leur étanchéité, en application des dispositions générales de l'article 13.1 de l'arrêt préfectoral du 12 avril 2005.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1er octobre 2023 (bassin) et 1er décembre 2023 (étude)

N° 4 : Accidents ou incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2005, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout accident ou incident intéressant la sécurité ou la salubrité publiques ou du personnel doit être porté immédiatement à la connaissance du Préfet et de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision d'Alençon. Par ailleurs, l'exploitant est tenu de déclarer à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais. L'exploitant doit fournir à l'Inspection des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes des phénomènes, les conséquences et les mesures prises pour y parer. Il communique ensuite, dans les meilleurs délais, la programmation des travaux qu'il compte engager pour éviter que de tels événements ne se reproduisent.
Constats : Le 13 septembre 2022, l'OFB a constaté une dégradation du pH dans le Noireau, en aval de la carrière, avec mortalité piscicole. Après investigations, il s'avère que cette pollution est liée à un écoulement vers la rivière d'eau acide depuis les bassins de stockage des eaux d'exhaure avant leur traitement, en raison de l'inétanchéité des bassins. L'exploitant a immédiatement stoppé le relevage des eaux d'exhaure, ce qui a permis un retour à la normale du pH dans le Noireau. Une canalisation a été installée permettant de transférer directement les eaux acides vers les installations de neutralisation et le bassin avant rejet, sans passage par les bassins intermédiaires inétanches. Les travaux ont été réalisés fin septembre 2022. L'exploitant a transmis un rapport d'incident le 28 octobre 2022. Lors de la visite des installations, il a été constaté l'absence d'arrivée d'eaux dans les bassins. Ceux-ci sont par ailleurs en cours de remblaiement avec des matériaux bruts d'extraction. La suppression de ces capacités de stockage des eaux d'exhaure est compensée par l'augmentation des volumes disponibles en fond de carrière du fait de l'approfondissement réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

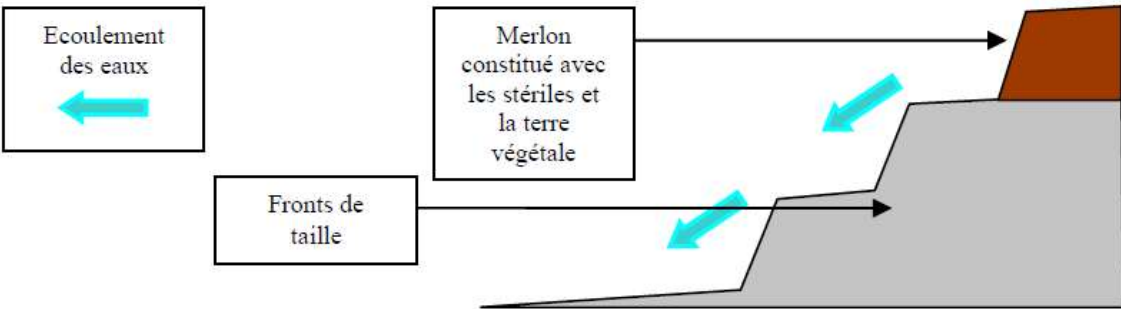
N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de ravitaillement des engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'aire de ravitaillement n'était plus visible en raison de l'accumulation de matériaux. Des irisations ont été constatées sur une plaque installée au droit de la trappe d'accès au séparateur à hydrocarbures, mettant en évidence des écoulements de carburant en dehors de l'aire. Par courriel du 21 novembre 2022, l'exploitant a justifié avoir procédé à un nettoyage complet de l'aire. Le béton de surface présente des fissurations qui devront être reprises. Par ailleurs, aucun caniveau n'est installé autour de l'aire permettant de collecter les écoulements vers le séparateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le plan de gestion des déchets a été actualisé en 2021 et transmis préalablement à l'inspection. Les déchets d'extraction produits sont : <ul style="list-style-type: none">• les matériaux de découverte : les matériaux de découverte sont dispensés de caractérisation. Le stock de matériaux de découverte est épuisé, toutes les surfaces ayant été décapées ;• les boues issues de la décantation des eaux de lavage des matériaux : ces boues ne sont plus produites depuis 2015, date à partir de laquelle le lavage a été abandonné ;• les boues issues du traitement des eaux : ces boues sont susceptibles d'être non inertes en raison de l'acidité des eaux d'exhaure. Les matériaux de découverte et les boues après confirmation de leur caractère inerte sont stockés : <ul style="list-style-type: none">- sous forme de merlons paysagers : autour de la zone est (merlons nord et sud et merlon le long du Noireau) et de la zone d'extraction (merlons est). Ces merlons sont végétalisés ;- sous forme de pistes : ancienne piste au sud de la zone d'extraction, actuellement végétalisée. Ces stocks sont voués à rester en place après la remise en état du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'il considérait que la stabilité des stockages était assurée, compte tenu de la configuration des merlons, de la technique de constitution (compactage au bulldozer) et de leur végétalisation.</p> <p>Toutefois, lors de l'inspection, il a été constaté l'éboulement d'un merlon situé en haut du front sud de la zone d'extraction située rive droite du Noireau (cf. schéma ci-après). L'exploitant a indiqué que cet éboulement datait de plusieurs années et était stabilisé.</p>  <p>Par ailleurs, des merlons ont été installés en bordure du Noireau afin de limiter le transfert de poussières vers le cours d'eau et d'éviter, en fin d'exploitation, un transfert des eaux acides du futur plan d'eau vers la rivière. Ces aménagements ont été réalisés à partir de 2007 et sont quasiment achevés (reste un reliquat rive droite à proximité du pont). Ces merlons sont actuellement végétalisés. Ces aménagements sont également situés, pour partie, en zone inondable (PPRI sur le bassin versant du Noireau et de la Vère).</p> <p>Le plan de gestion des déchets devra présenter les éléments justifiant de la stabilité des merlons réalisés dans le cadre de la remise en état du site au regard du retour d'expérience local, des enjeux à protéger et du risque d'inondation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : L'exploitant doit tirer le retour d'expérience de la zone d'éboulement du merlon situé au-dessus du front sud de la zone d'exploitation (date, origine, conséquences, reprise éventuelle du merlon, surveillance mise en place, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant dispose d'une évaluation des volumes de matériaux stockés issue des relevés de géomètre. Aucun mouvement de terre n'a été réalisé depuis 2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Depuis 2021, les boues de décantation issues de la neutralisation des eaux d'exhaure sont placées sur le carreau d'exploitation afin d'initier une augmentation de pH des eaux d'exhaure au plus tôt. Ces modalités de stockage temporaires doivent être décrites dans le plan de gestion des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<p>Constats : Le dernier plan topographique daté du 17 novembre 2021 a été remis et présenté en séance. La visite a permis de vérifier l’emplacement des stockages indiqués sur les plans, qui sont par ailleurs cohérents avec le plan de gestion des déchets.</p> <p>L’exploitant indique que les boues de traitement font l’objet d’une caractérisation à chaque curage des bassins. Le plan de gestion des déchets actualisé en 2021 fait état des résultats de prélèvements réalisés le 17 décembre 2021. L’exploitant procède à une comparaison par rapport aux niveaux de fonds naturels établis dans les bases de données de l’INRA (teneurs en éléments traces dans les sols – gammes de valeurs ordinaires et d’anomalies naturelles), complétée d’une analyse de type « pack ISDI ». Les résultats de décembre 2021 confirment le caractère inerte des boues, selon les critères de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l’industrie des carrières au sens de l’arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.</p> <p>L’exploitant devra faire état, dans le plan de gestion des déchets, de l’ensemble des analyses de caractérisation des boues obtenus afin de pouvoir apprécier la variabilité des résultats (observation 2022-2).</p> <p>Il a été rappelé que si les déchets d’extraction n’étaient pas inertes au sens de l’arrêté ministériel du 22 septembre 1994, ils devaient être stockés dans les conditions définies dans l’arrêté ministériel du 9 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives (2720).</p> <p>La circulaire précitée indique également que les déchets issus du traitement des eaux d’exhaure acides sont à classer sous le code déchet 01 04 99.</p> <p>Le bassin de stockage des boues de rinçage des matériaux extraits est encore présent, sur la plate-forme rive gauche du Noireau. Il est prévu qu’il soit remblayé dans le cadre des travaux de remise en état du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Les déchets d'extraction sont valorisés dans le cadre de la remise en état du site et ne font l'objet d'aucun traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le plan de gestion des déchets doit être complété pour préciser les impacts potentiels du dépôt des déchets sur la santé humaine et l'environnement, ainsi que les mesures préventives mises en œuvre afin de justifier que la nature des ouvrages réalisés et leur localisation ne sont pas de nature à présenter des risques majeurs pour l'environnement et la santé humaine. Les procédures de contrôle et de surveillance, en particulier celles associées à des situations éventuellement spécifiques, doivent également être précisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois